

*Pouvoir d'emprunt supplémentaire*

ministre a étalées. Ces chiffres ne donnent absolument pas une idée exacte de la situation.

Je voudrais parler d'une dette d'une société de la Couronne en particulier, dont nous avons été mis au courant récemment, et ce qui est très intéressant, samedi après-midi. Il est vraiment renversant de voir agir le gouvernement, de voir jusqu'où il peut pousser l'effronterie et l'hypocrisie. N'est-ce pas jeudi soir dernier que le sénateur Keith Davey, du haut d'une tribune qu'on avait mise à sa disposition, s'est mis à débâter contre les médias. Il a affirmé que le gouvernement ne peut compter sur eux pour transmettre ses messages et qu'il est obligé de se méfier. Or, deux jours plus tard, nous avons été témoins d'un parfait exemple de la façon dont le gouvernement dénature la nouvelle, manipule la presse et berne le public. Quel est le meilleur moment pour annoncer une nouvelle embarrassante, monsieur l'Orateur? Le samedi après-midi quand la majorité des citoyens jouissent de leur fin de semaine et que très peu de journalistes sont à l'affût. C'est ainsi que dans le cadre de l'émission *Sunday Morning* de Radio-Canada, Bill Hopper a répondu à un tas de questions bidoon que lui posait un journaliste de la Société. L'émission avait été enregistrée dès le vendredi, pourtant l'annonce n'a été faite que le samedi. Or, Bill Hopper avait les réponses toutes prêtes aux questions bidoon qu'on lui posait. Le reporter a évité de lui poser ne serait-ce qu'une seule question raisonnable, pertinente.

● (2010)

Pour cela il faut du talent monsieur l'Orateur, et je reconnais que Bill Hopper est un politique étonnamment astucieux, un gestionnaire de la nouvelle, un manipulateur hors pair de l'opinion. S'il n'est pas un pétrolier, il excelle dans toutes ces autres choses. J'en porte les marques. Pour l'amour du ciel, il devrait éviter de faire injure à mon intelligence et à celle de tous les Canadiens en permettant au sénateur Keith Davey de dire: «C'est dommage que nous ne puissions compter sur les médias pour transmettre nos messages justes et raisonnables à tout le pays». Quelle hypocrisie!

C'est ainsi que samedi nous avons appris que Petro-Canada se disposait à acquérir pour un montant de 347.5 millions, les avoirs de BP Canada. C'est une somme colossale compte tenu du fait que pas un emploi ne sera créé, que pas un nouveau baril de pétrole ne sera produit. Nous savons maintenant si on en croit le *Globe and Mail* d'aujourd'hui, qu'il ne s'agit pas de 347.5 millions mais plutôt d'une somme approchant les 600 millions. Bien après que le chiffre de 350 millions fut ancré dans l'esprit de chacun—c'était le chiffre annoncé et qui figurait dans la plupart des documents—nous constatons que le chiffre réel est de 600 millions, car aux 347.5 millions représentant l'acier et les biens immobiliers, il faut ajouter 180 millions pour les stocks, et des créances d'une valeur de 70 millions que Petro-Canada endosse au nom du BP. Par conséquent, le chiffre est de 600 millions de dollars et non pas de 347 millions. Je voudrais vous donner un autre exemple corroborant l'observation du vérificateur général selon laquelle on ne peut faire confiance au gouvernement, car il fait mentir les chiffres. C'est une autre raison pour laquelle il faut être stupide pour croire ce que disent ces gens et leurs subalternes. La réalité correspond rarement à leurs paroles.

La société Petro-Canada dépense 600 millions de dollars et le ministre, Bill Hopper et Joel Bell prétendent qu'il n'en coûtera pas un sou aux contribuables. Pourtant la publicité nous dit que Petro-Canada nous appartient. Par conséquent, si son actif est à nous, nous partageons également ses dettes. Ces 600 millions de dollars constituent notre dette au même titre que celles du ministre des Finances.

Ces 600 millions de dollars sont dépensés pour acheter des biens déjà existants et ne créent donc aucun emploi. En fait, des Canadiens perdront leur emploi, car dans tout le Québec et dans certains coins de l'Ontario la société Fina—appelée maintenant Petro-Canada—et la société BP se livraient souvent concurrence du même coin de rue. Les sociétés BP et Petro-Canada sont voisines dans mon quartier d'Ottawa. Il y avait auparavant deux services commerciaux, mais il n'y en aura plus qu'un maintenant, car l'une de ces deux stations-service devra fermer ses portes. Il y aura donc moins d'emplois si Petro-Canada rationalise son exploitation.

Le gouvernement dépense 600 millions de dollars pris aux contribuables en contrepartie de quoi le Canada n'y gagne ni pièce d'équipement ni biens fonciers ni baril de pétrole, ni quoi que ce soit d'autre d'ailleurs mais y perd même certains emplois. Bien sûr, cette somme ne fait pas partie du déficit de 23.6 milliards. Elle n'est pas comprise dans les chiffres du gouvernement. Elle n'est pas couverte par ce nouveau projet de loi attribuant un pouvoir d'emprunt supplémentaire, car, dans le système bien spécial que nous avons, le ministre des Finances doit obtenir un pouvoir d'emprunt supplémentaire alors que Bill Hopper n'en a pas besoin. Le Parlement a le droit d'accorder ou non un pouvoir d'emprunt au ministre des Finances, mais Bill Hopper, Jack Horner et les 400 autres directeurs et présidents du conseil d'administration des sociétés de la Couronne peuvent emprunter à loisir. Les Canadiens doivent payer, mais à titre de représentants élus du peuple nous n'avons rien à dire. C'est ce qu'on appelle la démocratie parlementaire. Si le gouvernement a 600 millions de dollars à dépenser, pourquoi n'a-t-il pas réduit les cotisations à l'assurance-chômage? Le montant des cotisations augmentera de 1.7 milliard de dollars, ce qui entraînera peut-être la disparition de 60,000 emplois, parce que les petites et les nouvelles entreprises auront plus de difficulté à embaucher de nouveaux employés. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas réduit le montant des cotisations s'il a 600 millions de dollars à dépenser?

Pourquoi ne pas réduire les taxes sur l'essence et faire semblant au moins pour remplir les promesses électorales du parti libéral, qui avait dit: «Votez libéral et vous n'aurez pas à payer un prix élevé pour l'essence». Vous rappelez-vous cette publicité, monsieur l'Orateur? Si le gouvernement a maintenant 600 millions de dollars de trop, pourquoi ne réduit-il pas les taxes sur l'essence et ne fait-il pas mine de remplir sa promesse électorale?

Pourquoi ne pas dépenser cet argent pour créer des emplois si le gouvernement a bien 600 millions de dollars? Pourquoi le gouvernement n'essaie-t-il pas quelque chose de nouveau et ne se retient-il pas tout simplement de dépenser cet argent?

Si certains des génies qui conseillent le groupe d'en face jugent qu'il est tout à fait approprié que Petro-Canada dépense encore 600 millions de dollars, je voudrais proposer une façon dont Petro-Canada pourrait dépenser cet argent et contribuer quelque chose au pays en même temps. D'abord, supposons que le ministre des Finances ait eu raison de dire, quand il a